

# Règlement de consultation












■ Mobilier pédagogique et  
d'enseignement

Marché 2025.00006.00.17.00

Date limite de remise des offres :

7 avril 2025 à 12h00

## POINTS CLÉS DE LA PROCÉDURE

	<p>Accord-cadre mixte multi-attributaires de Fournitures</p> <p><u>Objet</u> : Mobilier pédagogique et d'enseignement</p>
	<p><u>Acheteur</u> :</p> <p>La Rochelle Université 23 avenue Albert Einstein BP 33060 17031 - La Rochelle</p>
	<p>Accord-cadre passé en appel d'offres ouvert, en application des articles R2124-1, R2124-2 et R2161-2 à R2161-5 du code de la commande publique.</p> <p>CCAG applicable à l'accord-cadre : CCAG Fournitures Courantes et Services.</p>
	<p>L'accord-cadre est divisé en 3 lots.</p>
	<p>Profil acheteur :</p> <p><a href="https://www.marches-publics.gouv.fr/">https://www.marches-publics.gouv.fr/</a></p>
	<p>Les renseignements complémentaires doivent être demandés au plus tard 7 jours calendaires avant la date limite fixée pour la réception des offres.</p>
	<p>L'offre est valable 120 jours à compter de la date limite de réception des offres.</p>
	<p>Aucune négociation n'est prévue.</p>
	<p>Aucune variante exigée n'est prévue. Aucune variante autorisée n'est prévue. Aucune variante facultative n'est prévue.</p>
	<p>Les informations concernant les prestations supplémentaires éventuelles sont indiquées au sein du présent document.</p>
	<p>Code CPV principal de la consultation : 39100000-3 : Mobilier</p>

# Sommaire

<b>1. Dispositions générales</b>	<b>4</b>
1. 1. Objet de la consultation	4
1. 2. Contexte	4
1. 3. Les SMART ROOMS	5
1. 4. Démarche durable et réduction de l'impact environnemental de La Rochelle Université	6
1. 5. Décomposition de l'accord-cadre	6
1. 6. Codes CPV	7
1. 7. Durée	7
1. 8. Dossier de consultation	8
<b>2. Conditions de la consultation</b>	<b>8</b>
2. 1. Procédure de passation	8
2. 2. Allotissement	11
2. 3. Renseignements complémentaires	11
<b>3. Présentation de la candidature</b>	<b>12</b>
3. 1. Dossier de candidature	12
3. 2. Sous-traitance	13
3. 3. Groupements d'opérateurs économiques	13
<b>4. Présentation du dossier d'offre</b>	<b>14</b>
4. 1. Variantes	15
4. 2. Prestations supplémentaires éventuelles	15
4. 3. Délai de validité	15
<b>5. Critères d'attribution et choix de l'offre</b>	<b>16</b>
<b>6. Modalités de remise des plis</b>	<b>20</b>
<b>7. Attribution de l'accord-cadre</b>	<b>21</b>
<b>8. Litiges et différends</b>	<b>22</b>

# 1. Dispositions générales

## 1. 1. Objet de la consultation

**Objet des fournitures :** Mobilier pédagogique et d'enseignement.

**Lieu de livraison :** Université de La Rochelle, 23 avenue Albert Einstein, BP 33060, 17031 La Rochelle

L'objet du présent marché concerne la fourniture de mobiliers pédagogiques innovants ainsi que l'ensemble des prestations associées : conception et aménagement des espaces, livraison, installation, montage, en coordination avec les différents corps de métiers concernés par l'aménagement (travaux électriques, numériques : informatiques et audiovisuels...).

Liste non exhaustive des types de références concernées par cet accord-cadre : sièges, tables, chaises, poufs/canapés, panneau acoustiques, cloisons, espaces de travail collectifs avec ou sans panneaux, ect (voir détail précis à l'article 3 du CCTP). Divers mobiliers doivent être en capacité d'accueillir des éléments technologiques.

La Rochelle université aura une attention particulière au niveau de la modalité, la modularité, l'accessibilité et l'ergonomie de l'ensemble des équipements proposés. Ils devront en outre s'adapter aux contraintes et spécifications des environnements, des salles, des publics et des usages, exprimés par La Rochelle Université lors de chaque commande.

Le mobilier proposé devra répondre aux normes de sécurité (notamment incendie) et d'accessibilité (notamment PMR).

Les mobiliers et matériaux proposés devront permettre de répondre aux obligations applicables dans les établissements recevant du public (ERP).

En termes d'accessibilité, les aménagements proposés devront permettre aux personnes en situation de handicap de bénéficier des mêmes services que ceux proposés aux personnes valides.

Pour l'ensemble des lots, les utilisateurs seront des étudiants, nous soulignons donc que le matériel sera très sollicité avec un usage intensif et que nous privilégierons des mobiliers durables dans le temps et nous souscrivons en particulier pour une offre à fort coefficient de réparabilité. L'usage intensif étant défini comme un bien utilisé 5 jours sur 7, 9 mois par an.

## 1. 2. Contexte

La Rochelle souhaite renouveler son marché de fourniture de mobiliers pédagogiques destiné à équiper les espaces d'enseignement formels (salles de cours, TD et TP) ou informels (salles d'étude, espaces communs, BU...).

Les besoins futurs de l'Université en termes de mobilier pédagogique sont conditionnés par :

- les besoins de renouvellements réguliers de mobilier dans le cadre de l'usage classique des espaces pédagogiques (remplacement, réassort, équipement de salle d'enseignement obsolète).
- les besoins des "grand Projets" de l'Université : l'Université est titulaire de plusieurs "Grands Projets" structurants, bénéficiant de financements pluriannuels en provenance de différents types de financeurs (région, Etat, Europe...). Certains grands projets prévoient la création de nouveaux espaces pédagogiques, souvent innovants dans leurs approches, leurs conceptions ou leurs usages telles que les "SMART ROOMS".

### 1. 3. Les SMART ROOMS

La Rochelle Université a engagé, depuis 2016, une profonde transformation de sa politique de formation visant à répondre à la massification de l'enseignement supérieur et aux enjeux de réussite étudiante en proposant une vision centrée sur l'étudiant (au travers de son profil, de son parcours et de son projet) pour offrir une plus grande personnalisation au sein de l'offre de formation. Cette personnalisation passe notamment par la généralisation :

- de l'hybridation : possibilité pour un apprenant de suivre le cours en présentiel, ou en distanciel synchrone, depuis un autre lieu (domicile, tiers-lieux...) ;
- de la comodalité : proposer chaque enseignement sur différents supports, et notamment par le biais de contenus pédagogiques dématérialisés pour un usage asynchrone (captation de cours, MOOC, capsules vidéos...) ;
- d'une pédagogie mixte, favorisant le développement des pratiques didactiques actives, en plus de la pédagogie passive habituelle.

Cette volonté et le contexte actuel nous amènent à une réflexion sur nos espaces (au-delà des espaces de pédagogie formels) permettant de répondre aux besoins liés à l'accès aux enseignements hybridés ou en mobilité virtuelle, une plus large place laissée à la pédagogie active ou orientée projet et aux nouvelles modalités de travail de nos étudiants. Il s'agit de mettre en cohérence les espaces de l'Université avec la politique pédagogique de l'établissement. Par conséquent, cette ambition de modernisation pédagogique nécessite des espaces d'enseignement adaptés intégrant de nombreuses technologies numériques, permettant une diversité d'usages, l'hybridation et la comodalité : les SMART ROOMS.

La Rochelle Université souhaite concevoir et construire, sur chacune de ses composantes, plusieurs SMART ROOMS afin de répondre à ses objectifs de mutation des pratiques pédagogiques, en adéquation avec les besoins des communautés enseignantes et étudiantes.

Les SMART ROOMS constituent donc des espaces d'enseignement en rupture avec le modèle classique, intégrant de façon interdépendante des éléments de mobilier pédagogique novateur et de technologie numérique.

La création de ces SMART ROOMS doit permettre d'atteindre les objectifs de l'Université, tout en intégrant certains besoins exprimés par les étudiants et enseignants :

#### **Besoins étudiants :**

- gagner en confort visuel => tableaux blancs projetables sans halo lumineux, écrans supplémentaires, vidéo projecteurs HD... ;
- confort d'assise => chaises ergonomiques et confortables ;
- utilisation de son propre matériel (ordinateurs, tablettes...) => câblages, prises électriques et ou batteries portatives à proximité ;
- possibilité de suivre son cours à distance => caméra / micro / haut-parleurs.

#### **Besoins enseignants :**

- donner à l'enseignant la possibilité de conserver sa pratique pédagogique => proposer des salles pouvant permettre un usage "classique" (cours magistral) et un usage plus innovant (pédagogie active, cours inversé...) ;
- plus d'interactivité ;
- bureau de travail équipé pouvant s'adapter => poste de travail enseignant avec panneau de commande, prise, contrôle enregistrement vidéo).

### **Objectifs et impératifs de l'Université :**

- propose majoritairement des configurations modulables pour permettre une pédagogie mixte (passive ou active) ;
- ne pas perdre en capacité d'accueil : le nombre de places avant et après aménagement doit être similaire.
- garantir une qualité pédagogique quasi similaire pour les étudiants en distanciel et ceux en présentiel.

## **1. 4. Démarche durable et réduction de l'impact environnemental de La Rochelle Université**

### **Démarche durable et réduction de l'impact environnemental au sein de La Rochelle Université**

Démarches durable et réduction de l'impact environnemental au sein de La Rochelle Université :

Dans le cadre de sa démarche Smart Campus, l'Université souhaite maîtriser et limiter son impact écologique, et s'engage au quotidien à changer ses pratiques en faveur de l'environnement et des émissions de GES. En ce sens, La Rochelle Université a voté une charte de *l'Achat Durable* (voir Annexe 2 CCTP) afin d'assurer des changements de pratiques et la prise en compte de critères environnementaux dans tous ses marchés de travaux, de fournitures et/ou de services.

Par conséquent, les candidats sont invités à s'inspirer de cette charte "achat durable" pour proposer des équipements et du mobilier dont les caractéristiques s'inscrivent dans une démarche durable respectueuse de l'environnement. Il sera porté un intérêt tout particulier aux propositions intégrant les critères suivants :

- **Matériaux utilisés et leurs provenances** : matériaux naturels issus de sites de production gérés durablement (label de gestion durable des forêts), traçabilité de leur provenance, production locale et limitation des transports, matériaux d'origine recyclée, matériaux durables, préférence pour les matériaux biosourcés, limitation des matériaux pétrosourcés...
- **Durabilité et recyclage** : la préférence pour les matériaux, équipements et mobiliers ayant une durée de vie longue, sans obsolescence programmée, matériaux recyclables ou biodégradables.
- **Réparabilité des matériels** : les références proposées doivent être facilement réparables, dans leur intégralité ou par pièces défaillantes.
- **Normes ISO** : fabrication selon les normes ISO 14001 (Management Environnemental), ISO 26000 (RSE-RSO), ISO 50001 (Management Énergétique), ISO 14062 (Ecoconception), ISO 14064 (Bilan des Émission de gaz à Effet de Serre), ISO 1404x (Analyse Cycle de vie) ...
- **Sobriété et ergonomie** : les candidats devront proposer un panel de mobilier dont l'ergonomie est prise en compte afin de favoriser les mouvements, les gestes et les positions du corps lors de la réalisation du travail. Le mobilier sera rectiligne de préférence pour faciliter l'agencement ou le complément avec des accessoires si nécessaire. Les couleurs seront sobres, claires et assorties.

Les candidats devront, par conséquent, intégrer dans leurs offres, dès que possible, toute information pertinente permettant d'évaluer les qualités environnementales des éléments de mobiliers proposés.

## **1. 5. Décomposition de l'accord-cadre**

L'accord-cadre est divisé en lots comme suit :

**Lot 1 : Fourniture de mobiliers pédagogiques à l'unité et service d'installation et de montage (3 attributaires)**

Le lot 1 est un accord-cadre multi attributaire, 3 attributaires, de fourniture à bon de commande.  
Description : voir CCTP.

**Lot 2 : Étude de faisabilité, conception d'espaces pédagogiques et de détente avec fourniture de mobiliers et services d'installation (3 attributaires)**

Le lot 2 est un accord-cadre multi attributaire, 3 attributaires, de fourniture à marché subséquent.  
Description : voir CCTP.

**Lot 3 : Fourniture de mobiliers de seconde main avec installation sur demande, étude d'implantation et étude pour le réemploi du mobilier de l'Université (1 attributaire)**

Le lot 3 est un accord-cadre mono attributaire de fourniture à bon de commande.  
Description : voir CCTP.

## 1. 6. Codes CPV

**Le code CPV principal de l'accord-cadre est le suivant : 39100000-3 - Mobilier**

## 1. 7. Durée

**Durée et reconductions :**

Le présent marché est conclu pour une période initiale de 12 mois, reconductible 3 fois, pour une durée totale maximale de 4 ans.

Chaque accord-cadre de chaque lot est conclu pour une période initiale de 12 mois à compter de sa notification, reconductible 3 fois, pour une durée totale maximale de 4 ans.

Chaque accord-cadre de chaque lot est reconductible ou non reconductible indépendamment des autres.

Les accords-cadres sont reconductibles tacitement. A l'issue de la dernière reconduction, plus aucune nouvelle commande ne pourra être réalisée en exécution de ces accords-cadres.

Si l'acheteur ne souhaite pas reconduire un accord-cadre, il doit prendre une décision expresse de non-reconduction, qu'il notifie au plus tard 60 jours calendaires avant la date d'échéance de l'accord-cadre initial ou d'une reconduction ultérieure.

Les titulaires ne peuvent s'opposer à la non-reconduction de l'accord-cadre.

La durée de l'accord-cadre court à partir de sa notification.

**Délai de livraison :**

**Pour les lots 1 et 3 :**

La durée de livraison est de 20 jours à compter de la notification du bon de commande.

Les horaires d'ouverture de La Rochelle Université sont du lundi au vendredi de 8h à 17h (hors période de fermeture annuelle).

Si un délai de livraison est énoncé dans un bon de commande, c'est ce dernier qui prime sur le délai de principe de 20 jours à compter de la notification du bon de commande.

### **Pour le lot 2 :**

Les délais de livraison seront fixés au sein de chaque marché subséquent.

Si aucun délai n'est énoncé dans un marché subséquent. Le délai de livraison sera de 30 jours maximum. Le titulaire devra alors fournir une date de livraison à La Rochelle Université sous 30 jours à compter de la date de notification de l'attribution du marché subséquent.

### **Pour le lot 3 :**

En ce qui concerne le mobilier à l'unité des devis, La Rochelle Université utilisera les stocks disponibles chez l'attributaire.

En ce qui concerne la création d'espaces, La Rochelle université attend à ce qu'on lui fasse une ou plusieurs propositions dans un délai raisonnable de 3 semaines après réception par l'attributaire du cahier des charges. Le délai de livraison dépendra du chantier à entreprendre.

En ce qui concerne le réemploi et la transformation du mobilier de La Rochelle Université, un délai de 4 semaines est demandé. Le délai sera cependant étudié et réévalué dans le cas de solutions plus complexes.

Pour chaque bon de commande, les livraisons seront effectuées par l'attributaire et incluses dans les devis proposés, sans en faire mention dans une ligne particulière.

## **1. 8. Dossier de consultation**

Vous pouvez consulter les documents en ligne à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr/>

L'acheteur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation. Ces modifications devront être reçues par les candidats au plus tard 6 jours calendaires avant la date limite de réception des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Les renseignements complémentaires sur les documents de la consultation seront envoyés aux opérateurs économiques 0 jours calendaires au plus tard avant la date limite fixée pour la réception des offres, pour autant qu'ils en aient fait la demande 7 jours calendaires avant la date limite fixée pour la réception des offres.

Si un complément d'informations, nécessaire à l'élaboration de l'offre n'est pas fourni dans les délais prévus ci-dessus, ou si des modifications importantes sont apportées aux documents de l'accord-cadre, le délai de réception des offres sera prolongé de manière proportionnée à l'importance des informations demandées ou des modifications apportées.

## **2. Conditions de la consultation**

### **2. 1. Procédure de passation**

Conformément aux articles R. 2124-2 et R. 2161-2 à R. 2161-5 du code de la commande publique, le marché est passé par appel d'offres ouvert.



**Lot 1 : Fourniture de mobiliers pédagogiques à l'unité et service d'installation et de montage :**

Chaque lot de l'accord-cadre sera conclu avec au maximum les 3 candidats qui ont introduit les offres régulières économiquement les plus avantageuses en application des critères d'attribution.

Conformément à l'article R. 2162-2 du Code de la commande publique, l'accord-cadre conclu avec plusieurs opérateurs économiques sera exécuté en partie par l'émission de bons de commande dans les conditions fixées aux articles R. 2162-13 et R. 2162-14 du même code.

L'exécution de ce lot se fera par l'émission de bon de commande basé sur le BPU rempli par les candidats, dont les prix auront valeur contractuelle pour la durée du marché. Les prix sont réputés être fermes, ils pourront être actualisés à partir de la date du 2ème anniversaire du marché.

**Lot 2 : Étude de faisabilité, conception d'espaces pédagogiques et de détente avec fourniture de mobiliers et services d'installation :**

Chaque lot de l'accord-cadre sera conclu avec au maximum les 3 candidats ayant introduit les offres régulières économiquement les plus avantageuses en application des critères d'attribution.

Conformément à l'article R. 2162-2 du Code de la commande publique, l'accord-cadre conclu avec plusieurs opérateurs économiques sera exécuté en partie par l'émission de bons de commande dans les conditions fixées aux articles R. 2162-13 et R. 2162-14 du même code.

Une partie de l'accord-cadre ne fixe pas toutes les stipulations contractuelles, celle-ci donnera lieu à la conclusion de marchés subséquents avec plusieurs participants dans les conditions fixées aux articles R. 2162-7, R. 2162-8 et R. 2162-10 du code de la commande publique.

Le lot 2 sera attribué à 3 candidats.

**Sur les modalités de mise en concurrence :**

L'attribution des différents marchés subséquents, se fera au fil des besoins et projets de l'Université, lors de remises en concurrence entre les titulaires de l'accord-cadre selon les dispositions de l'article R.2162-10 du Code de la Commande Publique.

Lors de la survenance des besoins, LRU met en concurrence l'ensemble des titulaires par l'envoi d'un courrier électronique via la plateforme PLACE ou à défaut, sur leurs adresses mail.

Le besoin est clairement exprimé en termes de quantité et de qualité afin que les entreprises puissent proposer des devis portant sur des objets comparables.

LRU décrit également les délais précis d'intervention et d'installations et/ou des périodes d'interventions précises pour ne pas gêner l'activité des services, notamment d'accueil du public (étudiants, personnes extérieures).

Si nécessaire, une visite préalable du lieu d'installation pourra être imposée lors de la mise en concurrence du marché subséquent et avant la transmission de l'offre des titulaires.

A défaut de délais précis d'intervention, de livraison et d'installation énoncés par LRU, un délai de 30 jours à compter de la notification du marché subséquent s'appliquera.

**Sur les modalités de présentation des devis et les délais de réponse :**

Chaque titulaire de l'accord-cadre est tenu de répondre systématiquement et obligatoirement lors des

prises en concurrence par l'envoi de devis détaillé conforme au besoin énoncé dans les marchés subséquents.

Si le titulaire est dans l'incapacité d'honorer certains délais et périodes d'interventions souhaitée par LRU, il doit le préciser dans son devis avec les raisons de cette incapacité et devra préciser son délai d'intervention. A défaut, il s'expose à des pénalités de retard.

L'absence de réponse du titulaire dans le délai imparti l'expose à des pénalités. De plus, l'absence de réponse à plus de 3 marchés subséquents expose le titulaire à des pénalités et à une résiliation pour faute à ses frais. (voir article 7 du CCAP)

Par principe, le délai de remise des offres mentionné dans le formulaire de mise en concurrence sera de 3 semaines.

Si aucun délai de remise des offres n'est mentionné dans le formulaire de mise en concurrence, Les titulaires disposent d'un délai de 30 jours à compter de la publication sur PLACE ou de la réception du courrier électronique pour formuler leur offre.

LRU se réserve le droit de prolonger ce délai pour les besoins complexes nécessitant par exemple une visite sur site.

La durée de validité des offres sera de 3 mois à compter de la fin du délai de remise des offres.

#### **Sur les critères d'attribution des marchés subséquents :**

La pondération des critères d'attribution des marchés subséquents sera :

- soit 60% prix et 40% technique
- soit 55% prix et 45% technique
- soit 50% prix et 50% technique
- soit 45% prix et 55% technique
- soit 40% prix et 60% technique

Toute pondération énoncée dans le formulaire de mise en concurrence ne respectant pas l'une des répartitions prévues ci-dessus pourra être contesté par les titulaires de l'accord-cadre, et pourra être un motif d'annulation du marché subséquent aux torts de LRU.

Sur la base de ces répartitions, les critères d'attribution seront précisés et pondérés dans le formulaire de mise en concurrence.

Par principe la proposition de variantes sera prohibée, sauf exception mentionnée dans le formulaire de mise en concurrence.

La Rochelle Université se réserve le droit d'énoncer des tranches fermes et/ou optionnelles dans les marchés subséquents passés sur cet accord-cadre.

Le marché subséquent est attribué au titulaire classé en première position.

Le marché subséquent est exécuté par l'émission de bon de commande sur la base de l'offre retenue.

Les titulaires seront informés du résultat de la mise en concurrence. S'il le souhaite, le titulaire non retenu pourra demander dans un délai de 7 jours à compter de la notification de la décision de rejet : les motifs de ce rejet, et lorsque l'offre de ce titulaire n'était ni inappropriée, ni irrégulière, ni inacceptable, LRU lui communique en outre les caractéristiques et avantages de l'offre retenue.

#### **Lot 3 : Mobilier de seconde main et/ou reconditionné pour un achat responsable :**

Chaque lot de l'accord-cadre sera conclu avec au maximum les 1 candidats ayant introduit les offres

régulières économiquement les plus avantageuses en application des critères d'attribution.

Conformément à l'article R. 2162-2 du Code de la commande publique, l'accord-cadre conclu avec plusieurs opérateurs économiques sera exécuté en partie par l'émission de bons de commande dans les conditions fixées aux articles R. 2162-13 et R. 2162-14 du même code.

Une partie de l'accord-cadre ne fixe pas toutes les stipulations contractuelles, celle-ci donnera lieu à la conclusion de marchés subséquents avec plusieurs participants dans les conditions fixées aux articles R. 2162-7, R. 2162-8 et R. 2162-10 du code de la commande publique.

L'exécution du lot 3 se fera par émission de bon de commande sur la base de devis fournis par le titulaire répondant au besoin de l'acheteur.

## **2. 2. Allotissement**

Un candidat peut remettre une offre pour chacun des lots.

L'acheteur ne limite pas le nombre de lots pour lesquels le candidat peut présenter une offre, ni le nombre de lots qui peuvent être attribués à un même candidat.

## **2. 3. Renseignements complémentaires**

Pour tous renseignements complémentaires concernant cette consultation les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil acheteur dont l'adresse URL est la suivante :

**<https://www.marches-publics.gouv.fr/>**

## 3.Présentation de la candidature

### 3. 1. Dossier de candidature

Dans le cadre de sa candidature, le candidat devra produire les documents suivants.

Si ceux-ci ne sont pas remis en français, une traduction des documents devra être jointe au dossier de candidature.

Le candidat peut présenter sa candidature sous forme d'un document unique de marché européen (DUME), en lieu et place des formulaires DC1 et DC2. En cas de groupement d'opérateurs économiques, chacun des membres du groupement fournira un formulaire DUME complété.

Les capacités professionnelles, techniques et financières du candidat seront analysées à partir des critères listés ci-dessous. Lorsqu'un niveau minimum est exigé pour un critère, le candidat doit fournir les preuves des minimaux demandés ou toute autre forme de preuve équivalente.

N°	Capacité économique et financière du candidat	Lot
1	Déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles.	Tous les lots

N°	Capacité technique et professionnelle du candidat	Lot
1	Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années.	Tous les lots
2	Une liste des principales livraisons effectuées ou des principaux services fournis au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les livraisons et les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique.	Tous les lots

En application de l'article R2143-13 du code de la commande publique, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents listés ci-dessous si l'acheteur peut les obtenir directement par le biais :

1° D'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel à condition que l'accès à celui-ci soit gratuit et, le cas échéant, que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à sa consultation ;

2° D'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le dossier de candidature toutes

les informations nécessaires à sa consultation et que l'accès à ceux-ci soit gratuit.

Liste des pièces justificatives que les entreprises ne sont pas tenues de produire dans leur candidature aux marchés publics :

En application du code des relations entre le public et l'administration, le candidat n'est pas dans l'obligation de transmettre les justificatifs suivants :

- L'attestation de régularité fiscale ;
- Les déclarations de résultats soumis aux bénéfices industriels et commerciaux ;
- Les déclarations de bénéfices non commerciaux ;
- Les déclarations de résultats soumis aux bénéfices agricoles ;
- Les déclarations de résultats soumis à l'impôt sur les sociétés ;
- Les déclarations pour les sociétés mères et les filiales de groupe ;
- L'extrait d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés (extrait KBis) et les statuts ;
- Les attestations de régularité sociale et de vigilance ;
- La carte professionnelle d'entrepreneur de travaux publics.

Si le candidat est une personne physique :

- L'avis d'imposition à l'impôt sur le revenu ou l'avis de situation déclarative à l'impôt sur le revenu émanant de la direction générale des finances publiques ;
- L'attestation de droit aux prestations délivrées aux bénéficiaires par les organismes de sécurité sociale ;
- Le justificatif d'identité, lorsque le téléservice de l'administration propose le dispositif «FranceConnect» mis en œuvre par l'administration chargée du numérique et du système d'information et de communication de l'Etat sous réserve des dispositions de l'article R. 113-9 du code des relations entre le public et l'administration.

### **3. 2. Sous-traitance**

Le soumissionnaire présente dans son offre les sous-traitants dont l'intervention est envisagée, s'ils sont connus.

Pour chaque sous-traitant présenté dans l'offre, le soumissionnaire joindra :

- les pièces permettant de justifier des capacités techniques, professionnelles et financières du sous-traitant lorsque le candidat ou l'un des membres du groupement candidat s'appuie sur la ou les capacités du sous-traitant proposé. Le candidat joindra à cet égard la preuve qu'il disposera des capacités de l'opérateur économique pour l'exécution du marché ;
- une déclaration indiquant que le sous-traitant ne tombe pas sous le coup d'une interdiction de soumissionner aux marchés publics ;
- le formulaire DC4 (déclaration de sous-traitance) dans sa dernière mise à jour dûment complété et signé.

### **3. 3. Groupements d'opérateurs économiques**

Conformément à l'article R. 2142-19 du code de la commande publique, les groupements d'opérateurs économiques peuvent participer à la présente consultation.

Lors de la remise de la candidature et de l'offre, la forme juridique du groupement est laissée à la libre appréciation des candidats.

Le groupement pourra prendre la forme soit d'un groupement conjoint, soit d'un groupement solidaire.

Quelle que soit la forme juridique du groupement retenue par les candidats, la composition du groupement devra être détaillée et l'un des opérateurs économiques membre du groupement sera désigné comme mandataire. Ce mandataire représentera l'ensemble des membres du groupement vis-à-vis de l'acheteur et coordonnera les prestations des membres du groupement.

Un même opérateur économique ne peut pas être mandataire de plus d'un groupement pour un même marché public.

Conformément aux dispositions de l'article R. 2142-26 du code de la commande publique, la composition du groupement ne pourra pas être modifiée entre la date de remise des candidatures et la date de signature du marché.

Il pourra cependant être dérogé à ce principe en cas d'opération de restructuration de société, notamment de rachat, de fusion ou d'acquisition touchant l'un des membres du groupement ou, si le groupement apporte la preuve qu'un de ses membres se trouve dans l'impossibilité d'accomplir sa tâche pour des raisons qui ne sont pas de son fait. Le groupement pourra alors demander à l'acheteur l'autorisation de continuer à participer à la procédure de passation en proposant, le cas échéant, à l'acceptation de l'acheteur, un ou plusieurs nouveaux membres du groupement, sous-traitants ou entreprises liées.

L'acheteur se prononcera sur la recevabilité de cette demande après examen de la capacité de l'ensemble des membres du groupement ainsi transformé et, le cas échéant, des sous-traitants et entreprises liées présentées à son acceptation, au regard des conditions de participation qu'il a définies.

Les opérateurs économiques ne sont pas autorisés à candidater en agissant à la fois en qualité de candidat individuel et de membre d'un groupement. Les opérateurs économiques ne sont pas autorisés à candidater en qualité de membres de plusieurs groupements.

## 4. Présentation du dossier d'offre

Dans le cadre de son offre, le candidat devra produire les documents suivants.

Si ceux-ci ne sont pas remis en français, une traduction des documents devra être jointe au dossier d'offre.

N°	Description
1	L'acte d'engagement Le document doit être dûment rempli, daté par la personne habilitée à engager la société. Le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché public sera tenu de signer l'acte d'engagement. Toutefois, le candidat peut choisir de le signer dès le dépôt de sa candidature ou de son offre. En cas d'allotissement, le candidat établira soit un acte d'engagement unique regroupant le ou les lots auxquels il soumissionne soit un acte d'engagement par lot.
2	Le relevé d'identité bancaire
3	Le mémoire technique
4	Les déclarations de sous-traitances nécessaires le cas échéant

#### 4. 1. Variantes

La présentation de variantes à l'initiative du soumissionnaire n'est pas autorisée.

Aucune variante n'est prévue par l'acheteur.

**L'offre doit être strictement conforme aux pièces de l'accord-cadre.**

En cas de présentation d'une variante, seule l'offre de base sera prise en compte.

#### 4. 2. Prestations supplémentaires éventuelles

##### **Prestations supplémentaires éventuelles :**

La Rochelle université se réserve le droit de consulter ponctuellement les fournisseurs :

- **Pour l'ensemble des lots :** des prestations d'entretien du mobilier (nettoyage annuel et maintenance) sur demande et sur devis ;
- **Pour le lot 2 :** des prestations de validations de plans d'intention ou d'aide à l'aménagement d'espaces pédagogique. Mais également en cas d'urgence et de pressions calendaires, prévoir la mobilisation de deux équipes d'installation œuvrant en parallèle, pour intervenir sur 2 salles/sites simultanément.

#### 4. 3. Délai de validité

Le candidat reste lié par son offre pendant un délai de 120 jours calendaires, à compter de la date limite de présentation des offres.

#### 4. 4. Référents du marché

##### **Référents du marché**

Afin de faciliter l'exécution du marché, le titulaire devra indiquer dans son offre les coordonnées précises du ou des référents financiers, administratifs, commerciaux et techniques de l'entreprise qui assureront le suivi du marché.

Ces référents devront être facilement joignables par l'Université, du lundi au vendredi, de 9h à 18h.

Au cas où un référent ne serait plus en mesure d'assurer sa mission, le titulaire devra en informer La Rochelle Université et s'engage à prendre immédiatement toutes dispositions pour que la bonne exécution de prestations ne soit pas compromise.

## 5.Critères d'attribution et choix de l'offre

L'acheteur attribue l'accord-cadre au soumissionnaire ayant présenté l'offre économiquement la plus avantageuse en se fondant sur une pluralité de critères.

Les critères listés ci-dessous s'appliquent pour l'attribution de l'accord-cadre.

N°	Description	Pondération
<b>Lot 1 : Fourniture de mobiliers pédagogiques à l'unité et service d'installation et de montage</b> <b>Lot 2 : Étude de faisabilité, conception d'espaces pédagogiques et de détente avec fourniture de mobiliers et services d'installation</b>		<b>100</b>
1	Prix	30
	<i>Prix</i>	
2	Valeur technique	25
	<i>Valeur technique</i>	
2.1	Réparabilité	10
	<i>Réparabilité</i>	
2.2	Qualité du mobilier proposé par rapport à l'usage intensif (l'usage intensif étant défini comme un bien utilisé 5 jours sur 7, 9 mois par an)	15
	<i>Qualité du mobilier proposé par rapport à l'usage intensif</i>	
3	Délais d'exécution et de livraison	10
	<i>Délais d'exécution et de livraison</i>	
4	SAV et assistance technique	10
	<i>SAV et assistance technique</i>	
4.1	Garantie minimale de 5 ans	5
	<i>Garantie minimale de 5 ans</i>	
4.2	Délai de 10 jours d'intervention pour le remplacement ou la réparation des meubles	5



	<i>Délai de 10 jours d'intervention pour le remplacement ou la réparation des meubles</i>	
5	Critères environnementaux	20
	<i>Critères environnementaux</i>	
5.1	Label	5
	<i>Les produits en bois disposent d'un label de gestion durable des forêts issus d'un système de certification reconnu au niveau international (FSC de préférence à PEFC).</i>	
5.2	Bilan carbone	10
	<i>La notation est fonction de l'impact du bilan carbone des candidats : sourcing et livraison. La justification de la provenance des produits est attendue.</i>	
5.3	Matériaux recyclés	5
	<i>Dans la mesure du possible, les produits proposés doivent intégrer des matériaux recyclés à hauteur de 20 minimum.</i>	
6	Critères sociaux	5
	<i>Critères sociaux</i>	
6.1	Insertion par l'activité économique des publics éloignés de l'emploi	3
	<i>Insertion par l'activité économique des publics éloignés de l'emploi</i>	
6.2	La promotion de l'égalité femmes-hommes	2
	<i>La promotion de l'égalité femmes-hommes</i>	
<b>Lot 3 : Mobilier de seconde main et/ou reconditionné pour un achat responsable</b>		<b>100</b>
1	Prix	15
	<i>Ce lot du marché étant spécifique, le critère prix est difficile à jauger. La Rochelle Université demande aux candidats de proposer un devis type pour : - le réaménagement d'un espace d'accueil de 30m2 avec banque d'accueil, salon d'attente et tous les éléments nécessaires pour rendre le lieu le plus agréable possible. - pour la réparation de 20 tables de cours (160x160) dont les plateaux et chanfreins sont abîmés.</i>	
2	Valeur technique	40
	<i>Valeur technique</i>	

2.1	Travail du fournisseur à partir de mobilier de réemploi	15
	<i>Travail du fournisseur à partir de mobilier de réemploi</i>	
2.2	Durabilité des produits proposés	15
	<i>Durabilité des produits proposés</i>	
2.3	Capacité à répondre aux attentes sur les prestations demandées	10
	<i>Capacité à répondre aux attentes sur les prestations demandées</i>	
3	Délais d'exécution et de livraison	5
	<i>Délai de prise ne compte de la demande de l'Université en nombre de jours.</i>	
4	SAV et assistance technique	15
	<i>SAV et assistance technique</i>	
4.1	Garantie proposée sur l'achat	5
	<i>Garantie proposée sur l'achat</i>	
4.2	Garantie proposée sur la réparation	5
	<i>Garantie proposée sur la réparation</i>	
4.3	Délai de 10 jours d'intervention pour le remplacement des meubles	5
	<i>Délai de 10 jours d'intervention pour le remplacement des meubles</i>	
5	Critères environnementaux	20
	<i>Critères environnementaux</i>	
5.1	Politique environnementale du candidat	5
	<i>Politique environnementale du candidat</i>	
5.2	Bilan carbone des livraisons pour La Rochelle Université	15
	<i>Bilan carbone des livraisons pour La Rochelle Université</i>	
6	Critères sociaux	5
	<i>Voir Lot 1 : Fourniture de mobiliers pédagogiques à l'unité et service d'installation et de</i>	

	<i>montage</i>	
6.1	Insertion par l'activité économique des publics éloignés de l'emploi	3
	<i>Voir Lot 1 : Fourniture de mobiliers pédagogiques à l'unité et service d'installation et de montage</i>	
6.2	La promotion de l'égalité femmes-hommes	2
	<i>Voir Lot 1 : Fourniture de mobiliers pédagogiques à l'unité et service d'installation et de montage</i>	

Une certaine valeur a été attribuée à chaque critère. Sur la base de l'évaluation de tous ces critères, tenant compte de la valeur attribuée à chacun, l'accord-cadre sera attribué au candidat présentant l'offre régulière économiquement la plus avantageuse du point de vue de l'acheteur.

Si une offre lui paraît anormalement basse, l'acheteur demandera au soumissionnaire d'apporter les précisions et justifications permettant de démontrer que l'offre présentée n'est pas anormalement basse, en application des articles L. 2152-5 à L. 2152-6 et R. 2152-3 à R. 2152-5 du code de la commande publique.

Si les éléments produits par le soumissionnaire ne permettent pas de justifier de manière satisfaisante le bas niveau des prix proposés ou si le soumissionnaire se trouve dans l'un des cas précisés aux articles R. 2152-4 ou R. 2152-5 du code de la commande publique, son offre est rejetée.

## 6. Modalités de remise des plis

Les plis doivent être remis au plus tard à la date et l'heure mentionnées en page de garde du présent document. Les plis déposés postérieurement seront considérés comme étant hors délai.

Conformément aux articles R.2132-7 et R.2132-8 du Code de la commande publique, les candidats devront **obligatoirement** transmettre leurs propositions de manière électronique.

### Transmission par voie électronique

Les candidats devront tenir compte des indications suivantes, afin de garantir au mieux le bon déroulement de cette procédure dématérialisée.

La plate-forme de dématérialisation à utiliser pour la remise des offres est la suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr/>

La liste des formats de fichiers acceptés est la suivante :

- Portable Document Format (Adobe .pdf),
- Rich Text Format (.rtf),
- Compressés (exemples d'extensions : .zip, .rar),
- Applications bureautiques (exemples d'extensions : .doc, .xls, .pwt, .pub, .mdb),
- Multimédias (exemples d'extensions : gif, jpg, .png).

Les documents nécessitant une signature, transmis par voie dématérialisée, sont de préférence signés individuellement par le candidat au moyen d'un certificat de signature électronique conforme au format XAdES, CAdES ou PAdES. Les certificats de type RGS peuvent encore être utilisés après le 1er octobre 2018 pour le temps de leur validité.

Le cas échéant, les documents transmis par voie électronique pourront être rematérialisés après l'ouverture des plis pour signature. Les candidats sont informés que les pièces non signées électroniquement pourront être rematérialisées et signées manuscritement après l'attribution. Dans cette hypothèse, l'attributaire désigné s'engage à signer l'acte d'engagement et toutes autres pièces éventuelles conformément à l'offre remise ou négociée.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat.

### Copie de sauvegarde

Il est rappelé que le candidat peut, s'il le souhaite, faire parvenir une copie de sauvegarde dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres soit sur un support papier ou sur support physique électronique, soit par voie électronique.

La copie de sauvegarde transmise à l'acheteur ou à l'autorité concédante sur support papier ou sur support physique électronique doit être placée dans un pli comportant la mention " copie de sauvegarde ".

La copie de sauvegarde adressée par voie électronique est transmise au moyen d'outils et de dispositifs conformes aux exigences minimales des moyens de communication électronique prévus par les dispositions de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif aux exigences minimales des moyens de communication électronique utilisés dans la commande publique (annexe 8 du code de la commande

publique).

Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans la copie de sauvegarde, celle-ci est écartée par l'acheteur ou l'autorité concédante.

## 7. Attribution de l'accord-cadre

Au terme de la procédure, l'acheteur demandera à l'opérateur économique ou au mandataire du groupement d'opérateurs auquel il est envisagé d'attribuer l'accord-cadre de lui retourner :

- L'acte d'engagement dûment rempli, daté et signé par la personne habilitée à engager la société.
- Les attestations d'assurance reprises dans le CCAP
- Les documents justificatifs visés aux articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique. Le cas échéant, il sera fait application des articles R. 2143-13 et R. 2143-15 du Code de la commande publique.

Lors de la conclusion de l'accord-cadre et tous les 6 mois jusqu'à la fin de celui-ci, il sera demandé aux titulaires de l'accord-cadre de fournir une attestation de vigilance afin de prouver qu'ils respectent les règles applicables en matière de lutte contre le travail dissimulé.

## 8. Litiges et différends

Les différends et litiges se règlent selon les dispositions de l'article 46 du CCAG des marchés publics de Fournitures Courantes et de Services.

En cas de litige, les coordonnées du service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours et de l'instance chargée des procédures de recours sont les suivantes :

**Tribunal administratif de POITIERS**

**Tél. : 05.49.60.79.19**

**Email : greffe.ta-poitiers@juradm.fr**

Les coordonnées de l'instance chargée des procédures de médiation sont les suivantes :

**Comité consultatif inter-régional de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics**

**Tél. : 05 54 68 99 56**

**Email : dreets-na.polec@dreets.gouv.fr**

### **Voies et délais de recours :**

- Référé précontractuel (article L.551-1 du CJA) pendant toute la procédure et avant la conclusion du contrat.
- Référé contractuel (article L.551-13 et suivants du CJA) au plus tard le trente et unième jour suivant la publication d'un avis d'attribution du contrat, pour les marchés fondés sur un accord-cadre ou un système d'acquisition dynamique, suivant la notification de la conclusion du contrat.
- Recours en excès de pouvoir (article R.421-1 et suivants du CJA) dans les deux mois suivants la notification ou la publication de la décision attaquée. Un délai supplémentaire peut être accordé pour les personnes domiciliées à l'étranger ou en dehors de la France métropolitaine, voir conditions à l'article R.421-7 du CJA. Ce recours peut éventuellement être précédé d'un recours administratif auprès du pouvoir adjudicateur dans les mêmes délais, qui proroge d'autant le délai de recours contentieux susvisé.
- Tout concurrent évincé à la conclusion d'un contrat administratif est recevable à former devant le juge administratif un recours de plein contentieux contestant la validité de ce contrat ou de certaines de ces clauses qui en sont divisibles, assorti le cas échéant, de demandes indemnitaires dans un délai de deux mois à compter des mesures de publicité appropriées, notamment de la publication de l'avis d'attribution.
- Référé suspension (article L.521-1 du CJA) sous condition d'urgence, peut accompagner les recours au fond.

Conformément aux articles R.2185-1 et R.2185-2 du CPP, le pouvoir adjudicateur pourra à tout moment ne pas donner suite à la procédure pour des motifs d'intérêt général. Les candidats en seront informés des motifs.



**D'ici  
on voit  
+ loin !**

**La Rochelle Université**

Service Achats-Marchés  
23 avenue Albert Einstein  
BP 33060  
17031 La Rochelle



**univ-larochelle.fr**